



2 229 suppressions de postes dans les écoles : cette agression inédite appelle une résistance inédite !

Le 1^{er} ministre Lecornu, en utilisant l'antidémocratique article 49-3, en multipliant les tractations politiciennes avec en particulier les députés du Parti socialiste pour éviter la censure, est parvenu à cette heure à présenter son budget 2026. S'il fait la part belle aux crédits militaires – qui augmentent de près de 7 milliards d'€ – celui-ci s'acharne sur la Sécu, sur les droits de la population et des salariés, sur les services publics, sur l'hôpital public et en particulier sur l'Ecole publique.

Les dotations en postes pour chaque académie ont en effet été présentées lors du comité social académique (CSA) ministériel du 26 janvier. Elles sont d'une violence inédite envers l'Ecole publique. Ce sont plus de 4 000 postes d'enseignants qui seront supprimés pour la rentrée 2026 : 1 803 dans le 2nd degré et 2 229 dans le 1^{er} degré !

Mis à part la Guyane et Mayotte, toutes les académies sont frappées de plein fouet par les suppressions de postes : l'académie de Lille perd 265 postes, celle de Versailles 170, celle de Nancy-Metz 160, celle de Normandie 153, celle de Nantes 151, celle de Créteil 140, celle de Lyon 139...

En plus des 2 229 postes supprimés, 1 000 postes réservés pour les PAS !

Pire lors du CSA, le ministère a annoncé sa volonté, en plus des 2 229 suppressions de postes, de réserver 1 000 postes nécessaires à la mise en place de 1 000 pôles d'appui à la scolarité (PAS) supplémentaires que le ministère entend imposer, en plus des 480 déjà existants. Ces 1 000 postes seront donc utilisés pour fermer des classes et créer des postes dans les PAS, dispositifs visant à remettre en cause les notifications de la MDPH et le droit des élèves en situation de handicap de bénéficier de conditions de scolarisation adaptées à leurs difficultés.

Quant aux créations de postes d'AESH annoncées, elles se limiteront à 500, alors qu'actuellement tous les postes d'AESH ne sont pas pourvus du fait de la précarité de ces emplois !

Nous ne laisserons pas faire !

Ces 2 229 suppressions de postes, auxquelles ils font donc rajouter les 1 000 postes réservés pour les PAS, s'ajoutent à celles de la rentrée 2025, qui, avec 470 suppressions de postes, avait donné lieu à une avalanche de fermetures de classes. Avec le budget Lecornu, il faudrait donc s'attendre à cinq fois plus de fermetures de classes que l'année dernière lors des comités sociaux d'administration que le ministre a jugé bon de reporter au lendemain des élections municipales.

L'année dernière, la résistance acharnée des personnels avec les parents d'élèves et souvent les élus locaux, parfois regroupés en comités de défense de l'Ecole publique, avait permis de sauver de nombreuses classes et avait ébranlé le dispositif ministériel.

Il s'agit aujourd'hui de passer à la vitesse supérieure !

Sans attendre les instances de carte scolaire, le SNUDI-FO appelle ainsi ses syndicats départementaux à réunir partout et sous toutes les formes possibles les personnels et les parents d'élèves pour préparer la résistance, pour préparer les blocages et les occupations d'école, les grèves, les rassemblements pour mettre en échec ce plan de destruction de l'Ecole publique.

Annulation des suppressions de postes du budget Lecornu ! Abandon des PAS ! La baisse démographique qu'évoque le ministère à tout bout de champ doit au contraire permettre une baisse significative des effectifs dans toutes les classes et la création de postes de remplaçants et d'enseignants spécialisés à hauteur des besoins !

Montreuil, le 27 janvier 2026